

**ENTENTE EN MATIÈRE DE TRAVAIL**

ENTRE

**LE CONSEIL MOHAWK DE KAHNAWÀ:KE**  
(ci-après nommé « Kahnawà:ke »)

ET

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**  
(ci-après nommé « le Québec »)

(ci-après ensemble nommés « les parties »)

## PRÉAMBULE

**CONSIDÉRANT** que les parties ont signé une *Déclaration de compréhension et de respect mutuel*, datée du 10 juin 2009, et une *Entente-cadre*, datée du 16 juillet 2009, cette dernière prévoyant la négociation d'ententes particulières dans un certain nombre de domaines, dont celui du travail;

**CONSIDÉRANT** que les parties ont, à la suite de la signature de l'*Entente-cadre* du 16 juillet 2009, mis en place une table centrale et des tables sectorielles de négociation, dont une pour discuter des enjeux propres au domaine du travail;

**CONSIDÉRANT** que les parties conviennent de la nécessité de conclure une entente générale en matière de travail, propre à favoriser leurs intérêts mutuels;

**CONSIDÉRANT** que la présente entente en matière de travail intègre les principales dispositions des ententes particulières signées en 2011 (*Entente en matière de lésions professionnelles et de santé et sécurité du travail* et *Entente intérimaire relative à certaines conditions applicables aux travailleurs de Kahnawake concernant le contrat B du pont Honoré-Mercier*) (ci-après nommées « les ententes antérieures »);

**CONSIDÉRANT** que la présente entente prévoit des règles additionnelles régissant certains aspects des travaux de construction et de rénovation de l'Hôpital Kateri Memorial et constitue une entente complémentaire modifiant l'*Entente concernant le financement de l'agrandissement et du réaménagement de l'immeuble du Centre hospitalier Kateri Memorial* conclue en mai 2009;

**CONSIDÉRANT** que la présente entente traite uniquement d'aspects particuliers de l'industrie de la construction et de l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, les parties affirmant toutefois leur intention d'en étendre éventuellement la portée afin de couvrir tous les aspects du domaine du travail sur le Territoire visé par cette entente;

**CONSIDÉRANT** que les parties s'engagent à travailler en coopération et de façon diligente afin de mettre en œuvre cette entente dès que possible;

**CONSIDÉRANT** que les parties conviennent que des ententes complémentaires pourront être nécessaires pour mettre pleinement en œuvre la présente entente;

**CONSIDÉRANT** que les parties conviennent que leurs institutions respectives du domaine du travail vont œuvrer ensemble de manière constructive dans le développement et la mise en œuvre du régime de Kahnawà:ke en matière de travail;

**CONSIDÉRANT** que les parties conviennent que la présente entente en matière de travail permettra de créer un régime connu du public et au fonctionnement transparent.

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### Interprétation

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.
2. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'exprime un sens différent, on entend par :

« Territoire de Kahnawà:ke » :

1° les terres incluses dans le périmètre de ce qui est connu sous le nom de réserve indienne de Kahnawà:ke n° 14;

2° le cas échéant :

- a) les terres ajoutées aux terres mentionnées au paragraphe 1°;
- b) les terres mises de côté à l'usage et au profit des Mohawks de Kahnawà:ke visées par l'article 36 de la *Loi sur les Indiens* (Lois révisées du Canada (1985), chapitre I-5);
- c) les terres du domaine de l'État dont la gestion ou l'administration est confiée aux Mohawks de Kahnawà:ke;
- d) après entente avec les communautés concernées, les terres incluses dans le périmètre de ce qui est connu sous le nom de réserve indienne de Doncaster n° 17 et les terres qui y sont ajoutées.

« Territoire visé par cette entente » ou « Territoire » : le territoire de Kahnawà:ke et l'ensemble du pont Honoré-Mercier;

« CCQ » : la Commission de la construction du Québec;

« RBQ » : la Régie du bâtiment du Québec;

« CSST » : la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

« travailleur du Québec » : un travailleur qui a son domicile hors du Territoire de Kahnawà:ke;

« travailleur de Kahnawà:ke » : un travailleur qui a son domicile dans le Territoire de Kahnawà:ke;

« travailleur ou travailleurs » : tout travailleur ou tous les travailleurs, qu'il(s) soi(en)t du Québec ou de Kahnawà:ke;

« entrepreneur du Québec » : un employeur dont le siège ou le principal établissement se situe hors du Territoire de Kahnawà:ke;

« entrepreneur de Kahnawà:ke » : un employeur dont le siège ou le principal établissement se situe sur le Territoire de Kahnawà:ke;

« entrepreneur ou entrepreneurs » : tout entrepreneur ou tous les entrepreneurs, qu'il (s) soi(en)t du Québec ou de Kahnawà:ke;

« Régime du Québec » : le régime d'application générale prévu par la législation du Québec;

« Régime de Kahnawà:ke » : le régime particulier applicable sur le territoire visé par cette entente.

### **Objet**

3. La présente entente donne suite à la volonté des parties affirmée dans l'*Entente-cadre* à l'effet que Kahnawà:ke travaille de concert avec le ministère du Travail et les institutions du Québec dans le domaine du travail (CCQ, RBQ, CSST) afin d'élaborer et de mettre en œuvre un régime de Kahnawà:ke en matière de travail sur le Territoire.
4. La présente entente établit le cadre d'une coopération efficace entre les parties afin de faciliter l'exercice d'une autorité et de pouvoirs, la prise en charge de responsabilités et l'accomplissement de devoirs sur certains aspects du domaine du travail sur le Territoire.

### **Autorité, responsabilités et financement**

5. Kahnawà:ke et Québec coopéreront étroitement et de façon continue avec les institutions du Québec en matière de travail afin de créer un Bureau du travail à Kahnawà:ke qui agira en tant qu'autorité (ci-après nommée « Autorité ») dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une interaction harmonieuse entre les deux Régimes. L'Autorité définira alors les règles régissant la construction, l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles et la santé et la sécurité du travail sur le Territoire.
6. Le Régime de Kahnawà:ke intégrera les règles et normes du Régime du Québec quand les parties le jugeront approprié.
7. Les parties concluront des ententes complémentaires budgétaires et financières définissant, notamment, l'administration des cotisations et des compensations entre les parties.
8. Le régime de Kahnawà:ke et l'ensemble de ses règles seront rendus publics.
9. Le régime de Kahnawà:ke sera voué à la réalisation d'objectifs que les parties partagent en ces matières, à savoir :

#### *A. Indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles*

L'autorité travaillera étroitement avec la CSST pour intégrer les fonctions du programme actuel de Kahnawà:ke d'indemnisation des travailleurs au Bureau du travail à Kahnawà:ke (incluant l'administration des cotisations et des compensations à la CSST), au sein duquel la CSST, par l'entremise de l'Autorité, offrira les services financiers selon ses pratiques habituelles, alors que l'Autorité offrira tous les autres services requis par les travailleurs de Kahnawà:ke victimes d'accidents, d'une manière semblable à ceux du Régime du Québec :

- que tous les travailleurs soient couverts à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle;
- que les travailleurs accidentés reçoivent tous les services qu'exige leur état;

- que les travailleurs qui souffrent de séquelles permanentes à la suite d'une lésion professionnelle aient accès à des services de réadaptation;
- que les travailleurs accidentés conservent un lien d'emploi et aient la possibilité de retourner au travail de manière prompte et durable;
- que les travailleurs aient droit à un mécanisme de recours;
- que les employeurs ne puissent être poursuivis en responsabilité civile par le travailleur ou ses ayants cause (sauf les exceptions définies par les articles 441 et 442 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, RLRQ, chapitre A-3.001).

#### B. Santé et sécurité du travail

- que les normes de santé et sécurité appliquées par les entrepreneurs soient semblables à celles de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1). Si les normes exigées sont plus élevées, cette exigence doit être rendue publique;
- que les lieux de travail soient inspectés;
- que le travailleur sanctionné pour l'exercice d'un droit prévu dans ce régime ait une possibilité de recours;
- que les infractions et les peines en cas de contravention à ce Régime soient clairement établies.

#### C. Construction

- que la sécurité du public et la qualité des travaux de construction soient assurées par la mise en œuvre de normes semblables à celles prévues au *Code de construction* et au *Code de sécurité* de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1);
- que chaque travailleur exécutant des travaux de construction dispose de qualifications et d'une formation professionnelle semblables à celles requises par la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20);
- que chaque entrepreneur exécutant ou supervisant des travaux de construction dispose, pour assurer la sécurité du public, de qualifications ou d'une formation professionnelle semblables à celles requises par la *Loi sur le bâtiment*.
- *Qualification des compétences :*
  - Kahnawà:ke qualifiera les travailleurs de Kahnawà:ke selon des normes semblables à celles employées par la CCQ pour la qualification de métiers et d'occupations;
  - Kahnawà:ke reconnaîtra la qualification des travailleurs émise par la CCQ;
  - Kahnawà:ke effectuera toute inspection de la qualification des travailleurs sur le Territoire;

- Kahnawà:ke qualifiera les entrepreneurs de Kahnawà:ke selon des normes semblables à celles du *Code de construction* et du *Code de sécurité* du Québec, tels que définis dans la *Loi sur le bâtiment*;
  - Kahnawà:ke reconnaîtra la licence des entrepreneurs émise par la RBQ;
  - Kahnawà:ke effectuera toute inspection de la licence des entrepreneurs ou de leur qualification sur le Territoire.
- Conditions de travail :
- que tous les travailleurs de la construction couverts par le régime de Kahnawà:ke aient des conditions salariales et de travail semblables à celles des travailleurs de la construction couverts par le régime du Québec;
  - que, sur le Territoire, tous les entrepreneurs appliquent soit le « *Fair Wage Agreement* » de Kahnawà:ke, soit le Régime du Québec, selon le choix du travailleur;
  - que les travailleurs de Kahnawà:ke effectuant des travaux de construction couverts par le Régime de Kahnawà:ke aient le choix d'adhérer ou non à un syndicat.

D. *Procédures de règlement et mesures correctives*

- Kahnawà:ke mettra en place des procédures de règlement de griefs privilégiant la médiation entre les parties et, lorsque nécessaire, l'application de mécanismes d'arbitrage;
- Kahnawà:ke définira des mécanismes pour l'application de mesures correctives lorsque des irrégularités dans le respect des règles du Régime de Kahnawà:ke sont constatées.

**Mobilité de la main-d'œuvre**

10. Les parties s'engagent, à la suite de la signature de la présente entente, à s'assurer que l'Autorité, travaillant de concert avec les institutions du Québec, facilite l'intégration des travailleurs et des entrepreneurs de Kahnawà:ke qui souhaitent participer à l'industrie de la construction en dehors du Territoire visé par cette entente, conformément aux règles du Régime du Québec, notamment pour l'obtention d'une qualification de la CCQ ou d'une licence de la RBQ.

**Applicabilité**

11. Sous réserve de dispositions contraires dans la présente entente ou dans des ententes complémentaires, la présente entente s'applique aux travailleurs et aux entrepreneurs qui travaillent sur le Territoire.
12. Nonobstant toute disposition de la présente entente, les exceptions suivantes s'appliquent :

Les dispositions de la présente entente concernant l'indemnisation des travailleurs pour les accidents du travail et des maladies professionnelles ne s'appliquent pas aux :

- a. personnes visées par une entente interprovinciale ou internationale conclue par la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou par le Québec;
- b. personnes visées par une entente conclue aux termes des articles 15 à 17 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (A-3.001), à moins qu'une entente similaire ait été conclue par l'Autorité responsable de l'application du Régime de Kahnawà:ke, tel qu'il est expliqué ci-dessous;
- c. toute autre personne que le Québec peut désigner par voie de règlement, avec le consentement de Kahnawà:ke.

#### **Comité de liaison**

13. Les parties reconnaissent la nécessité de coopérer et de coordonner leurs efforts et conviennent de poursuivre le travail de développement par le biais de la Table centrale de négociation Québec-Kahnawà:ke, la Table sectorielle Travail et des groupes de travail œuvrant en coopération, selon le besoin.
14. Le Comité de liaison sera formé dès que l'Autorité sera mise en place, avec le mandat d'assurer la mise en œuvre de la présente entente et d'autres ententes complémentaires, de favoriser un échange d'information entre les parties et, lorsque cela est pertinent, de formuler des avis et des recommandations.

De plus, le Comité de liaison aura le mandat de continuellement favoriser, assurer et surveiller l'interaction harmonieuse entre les deux Régimes.

15. Le Comité de liaison a notamment la responsabilité, en cas de différends, d'évaluer la situation et, au besoin, de proposer des solutions aux autorités concernées pour le maintien de la présente entente et d'autres ententes complémentaires et la poursuite de leur mise en œuvre.
16. La composition du Comité comprendra des représentants des parties, incluant des représentants du Conseil Mohawk de Kahnawà:ke, de l'Autorité, du gouvernement du Québec et des organisations sous l'autorité du ministre du Travail, et de toute autre personne jugée nécessaire.
17. L'Autorité fournira au Comité de liaison un rapport annuel faisant état des progrès accomplis et des enjeux à l'égard des objectifs partagés de cette entente et des ententes complémentaires.

#### **Dispositions finales**

##### *Entrée en vigueur de certaines dispositions*

18. Les dispositions de la présente entente qui traitent des règles particulières régissant les travaux de construction et de rénovation de l'Hôpital Kateri Memorial (contenues à l'article 21) entreront en vigueur une fois cette entente signée par les parties.

19. Les dispositions de la présente entente qui requièrent des modifications législatives entreront en vigueur lorsque les dispositions législatives visant la mise en œuvre de cette entente seront entrées en vigueur. Une fois que ces dispositions seront entrées en vigueur, les ententes antérieures seront résiliées.

*Mise en œuvre*

20. Les parties s'engagent à travailler en coopération et de façon diligente afin de débiter la mise en œuvre de la présente entente dès que possible.

Dans cet esprit, la Table sectorielle Travail produira un plan de mise en œuvre de la présente entente dès que possible suivant sa signature. Ce plan devra fixer par écrit la ou les dates des étapes de cette mise en œuvre et prévoir des mesures transitoires dans l'attente de la pleine mise en œuvre du Régime de Kahnawà:ke.

Les parties comprennent que certaines des dispositions de cette entente requièrent des modifications législatives pour pouvoir être mises en œuvre adéquatement. Le Québec s'engage à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre cette entente, incluant la présentation d'un projet de loi à l'Assemblée nationale, dans des délais raisonnables.

*Règles particulières régissant les travaux de construction et de rénovation de l'Hôpital Kateri Memorial*

21. L'Entente concernant le financement de l'agrandissement et du réaménagement de l'immeuble du Centre hospitalier Kateri Memorial conclue par les parties en mai 2009 est ici modifiée conformément à l'article 3 de la *Loi approuvant diverses ententes concernant un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake* (L.Q. 1984, c. 13, telle que modifiée par L.Q. 2009, c. 23) par l'insertion, immédiatement après l'article 3, de ce qui suit :

« 3.1 Les règles suivantes s'appliqueront aux travaux d'agrandissement et de rénovation qui seront faits en accord avec cette entente :

➤ *Qualification des compétences*

- Kahnawà:ke qualifiera les travailleurs de Kahnawà:ke selon des normes semblables à celles employées par la CCQ pour la qualification de métiers et d'occupations;
- Kahnawà:ke reconnaîtra la qualification des travailleurs émise par la CCQ;
- Kahnawà:ke effectuera toute inspection de la qualification des travailleurs sur le Territoire;
- Kahnawà:ke qualifiera les entrepreneurs de Kahnawà:ke selon des normes semblables à celles du *Code de construction* et du *Code de sécurité* du Québec, tels que définis dans la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1);
- Kahnawà:ke reconnaîtra la licence des entrepreneurs émise par la RBQ;
- Kahnawà:ke effectuera toute inspection de la licence des entrepreneurs ou de leur qualification sur le Territoire.

- *Santé et sécurité du travail.* Les principaux entrepreneurs choisis pour effectuer les travaux sur le chantier de l'Hôpital devront élaborer un programme de prévention qui fera l'objet de discussions entre Kahnawà:ke et les représentants de la CSST.
- *Syndicalisation.* Les travailleurs de Kahnawà:ke ont le choix d'adhérer ou non à un syndicat. ».

### **Dispositions diverses**

#### *Évaluation*

22. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Entente, les Parties reverront la mise en œuvre de l'Entente.

À cette fin, les Parties confieront un mandat à un comité pour que celui-ci procède à une évaluation complète de la mise en œuvre de la présente Entente. Le comité exposera son analyse et, le cas échéant, ses recommandations, dans un rapport écrit communiqué aux deux Parties.

#### *Modifications*

23. Les parties peuvent, d'un commun accord et par écrit, modifier la présente entente. Pour être valides, les modifications apportées à la présente entente doivent être faites par écrit et signées par les parties ou leurs représentants dûment autorisés.

#### *Résiliation*

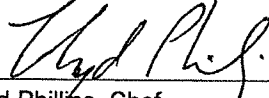
24. La présente entente sera résiliée soixante jours après la date de transmission, par l'une ou l'autre des parties, d'un avis de résiliation écrit, à moins que les parties ne conviennent avant ce terme de dispositions différentes.

#### *Portée*

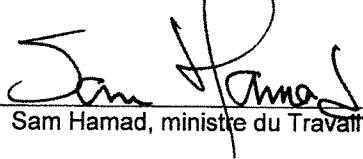
25. La présente entente n'est pas un traité au sens de la *Loi constitutionnelle de 1982* et ne doit être interprétée d'aucune façon comme ayant l'effet d'une abrogation, d'une dérogation, d'une négation ou d'une reconnaissance d'un droit ancestral, d'un droit issu de traité ou de tout autre droit.
26. Les parties conviennent que la présente entente a une portée générale et souhaitent, à l'avenir, qu'elle s'applique à d'autres aspects du domaine du travail que ceux dont elle traite spécifiquement.

EN FOI DE QUOI les parties déclarent avoir lu la présente entente et signé comme suit :

Pour le Conseil Mohawk de  
Kahnawà:ke

  
Lloyd Phillips, Chef

Pour le gouvernement du Québec

  
Sam Hamad, ministre du Travail

Kahnawà:ke, Qc.  
A

Ce 13 jour de August de  
l'année 2014;

Québec, Qc.  
A

Ce 8<sup>e</sup> jour de septembre de  
l'année 2014;

  
Rhonda Kirby, Chef

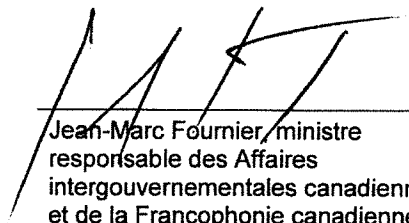
  
Geoffrey Kelley, ministre  
responsable des Affaires  
autochtones

Kahnawà:ke, Qc.  
A

Ce 13<sup>th</sup> jour de August de  
l'année 2014;

Québec, Qc.  
A

Ce 21 jour de août de  
l'année 2014;

  
Jean-Marc Fournier, ministre  
responsable des Affaires  
intergouvernementales canadiennes  
et de la Francophonie canadienne

  
A

Ce IV jour de septembre de  
l'année 2014;

**AGREEMENT ON LABOUR**

**BETWEEN**

**THE MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWÀ:KE**  
(hereinafter called "Kahnawà:ke")

**AND**

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**  
(hereinafter called "Québec")

(hereinafter collectively called "the Parties")

## **PREAMBLE**

**WHEREAS** the Parties signed a *Statement of Understanding and Mutual Respect*, dated June 10, 2009, and a *Framework Agreement*, dated July 16, 2009, the latter providing for the negotiation of special agreements in a certain number of fields, including labour;

**WHEREAS** the Parties, following the signing of the *Framework Agreement* of July 16, 2009, established a central negotiating table as well as sectorial negotiating tables, including one to discuss issues specific to labour matters;

**WHEREAS** the Parties agree on the necessity of entering into a general agreement on labour matters to satisfy their mutual interests;

**WHEREAS** the present Agreement on labour matters incorporates the main provisions of the specific Agreements signed in 2011 (the *Agreement on Employment Injuries and Occupational Health and Safety* and the *Interim Agreement on Certain Conditions Applicable to Kahnawake Workers on Honoré-Mercier Bridge Contract B*), (hereinafter the "Former Agreements");

**WHEREAS** the present Agreement provides additional rules governing certain aspects of the construction and renovation work on the Kateri Memorial Hospital and constitutes a supplementary agreement modifying the *Agreement for the financing of expansion and renovation of the Kateri Memorial Hospital Center Building* concluded in May 2009;

**WHEREAS** the present Agreement deals with only certain aspects of labour matters within the construction industry and compensation for industrial accidents and occupational diseases, however it is the Parties' intent to eventually enlarge the scope of the present Agreement in order to cover all aspects of the labour matters on the Territory covered by the present Agreement;

**WHEREAS** the Parties commit to work cooperatively and diligently to start implementing the present Agreement as soon as possible;

**WHEREAS** the Parties agree that complementary agreements may be needed to fully implement the present Agreement;

**WHEREAS** the Parties agree that their respective labour institutions will work constructively together in the development and the implementation of a Kahnawà:ke Labour Regime;

**WHEREAS** the Parties agree that the present Agreement on labour matters will allow the creation of a Regime known to the public and transparent in its operation.

**THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:**

**Interpretation**

1. The preamble is an integral part of the present Agreement.
2. In the present Agreement, unless the context conveys a different meaning:

"Territory of Kahnawà:ke" means:

- 1° all lands contained within the area commonly known as Kahnawà:ke Indian Reserve No. 14;
- 2° if applicable:
  - a) any lands added to the lands identified in subsection 1;
  - b) any lands set aside for the use and benefit of the Mohawks of Kahnawà:ke in accordance with section 36 of the *Indian Act* (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter I-5);
  - c) any public lands placed under the management or administration of the Mohawks of Kahnawà:ke;
  - d) following an agreement with the communities concerned, all lands contained within the area commonly known as Doncaster Indian Reserve No. 17 and any lands added to those lands;

"Territory covered by the present Agreement" or "Territory" means the Territory of Kahnawà:ke and the whole of the Honoré-Mercier Bridge;

"CCQ" means the Commission de la construction du Québec;

"RBQ" means the Régie du bâtiment du Québec;

"CSST" means the Commission de la santé et de la sécurité du travail;

"Québec Worker" means a worker domiciled outside the Territory of Kahnawà:ke;

"Kahnawà:ke Worker" means a worker domiciled in the Territory of Kahnawà:ke;

"Worker or Workers" means both Québec and Kahnawà:ke Workers;

"Québec Contractor" means an employer whose head office or principal place of business is located outside the Territory of Kahnawà:ke;

"Kahnawà:ke Contractor" means an employer whose head office or principal place of business is located on the Territory of Kahnawà:ke;

"Contractor or Contractors" means both Québec and Kahnawà:ke Contractors;

"Québec Regime" means the regime of general application provided for by Québec legislation;

"Kahnawà:ke Regime" means the regime in effect on the Territory covered by the present Agreement.

### **Purpose**

3. The present Agreement responds to the intention of the Parties as set forth in the *Framework Agreement* whereby Kahnawà:ke works together with Québec's ministry of Labour and Québec's Labour institutions (CCQ, RBQ, CSST) in order to develop and implement a Kahnawà:ke Labour Regime on the Territory.
4. The present Agreement establishes the framework for effective cooperation between the Parties in order to facilitate the exercise of authority and powers, the assumption of responsibilities, and the carrying out of duties pertaining to certain labour matters, on the Territory.

### **Authority, responsibilities, and financing**

5. Kahnawà:ke and Québec will closely and continuously cooperate with Québec's labour institutions to create a Kahnawà:ke Labour Office to act as the authority (herein called the "Authority") in the development and the implementation of harmonious interaction between the two Regimes. The Authority will then define the rules governing construction, compensation for industrial accidents and occupational diseases, and occupational health and safety on the Territory.
6. The Kahnawà:ke Regime will incorporate rules and standards of the Québec Regime when deemed appropriate by the Parties.
7. The Parties shall enter into funding and financial complementary agreements, defining, among other things, the administration of contributions and compensations between the Parties.
8. The Kahnawà:ke Regime and all of its rules will be made public.
9. The Kahnawà:ke Regime will be dedicated to the fulfillment of the objectives and considerations shared by the Parties in these matters, namely:

#### *A. Compensation for industrial accidents and occupational diseases*

The Authority will work together with the CSST to integrate the functions of the current Kahnawà:ke workers' compensations program into the planned Kahnawà:ke Labour Office (including the administration of contributions and compensations to the CSST), within which the CSST will offer, through the Authority, financial services according to its standard practices, while the Authority would offer all other services required by injured Kahnawà:ke workers in a way similar to those of the Québec Regime:

- all workers are covered in the case of a work accident or an occupational disease;
- injured workers receive all the services that their condition requires;
- workers who suffer permanent damage as a result of an occupational injury have access to rehabilitation services;
- injured workers maintain an employment relationship and have the possibility of prompt and long-term return to work;
- workers have a right to redress mechanisms;

- employers cannot be subject to civil liability prosecution by workers or their estates (subject to exceptions defined in section 441 and 442 of the *Act respecting industrial accidents and occupational diseases*, (CQLR, chapter A-3.001).

#### B. *Occupational health and safety*

- the required health and safety standards applied by contractors are similar to those in the *Act respecting Occupational Health and Safety* (CQLR, c. S-2.1) If the health and safety standards required are higher, this requirement will be made public;
- workplaces are inspected;
- workers penalized for exercising a right under this Regime have the possibility of recourse;
- violations and penalties for infractions to this Regime are stipulated.

#### C. *Construction*

- the quality and public safety of construction work is ensured by the implementation of standards similar to those provided in the Construction Code and the Safety Code under the *Building Act* (CQLR, chapter B -1.1);
- all workers performing construction work have skills and vocational training similar to those required by the *Act respecting Labour Relations, Vocational Training and Workforce Management in the Construction Industry* (CQLR, chapter R -20);
- every contractor performing or supervising construction work has, for public safety, expertise or professional training similar to that required by the *Building Act*.
- *Certification of competency*
  - Kahnawà:ke will certify Kahnawà:ke workers to standards similar to those of the CCQ's trade and occupation certification process;
  - Kahnawà:ke will recognize workers' certification issued by the CCQ;
  - Kahnawà:ke will carry out all inspection of workers' certification on the Territory;
  - Kahnawà:ke will certify that the ability of Kahnawà:ke contractors is similar to the standards of the Québec's *Construction Code* and the *Safety Code* as defined by the *Building Act*;
  - Kahnawà:ke will recognize the contractor's license issued by the RBQ;
  - Kahnawà:ke will carry out all inspection of contractor's license or certification on the Territory.

➤ Work Conditions:

- all construction workers covered by the Kahnawà:ke Regime have wage and working conditions similar to those of construction workers covered by the Québec Regime;
- Ensure that, on the Territory, all contractors will apply either the *Fair Wage Agreement* or the Québec Regime, as per the choice of the worker;
- Kahnawà:ke workers performing construction work covered by the Kahnawà:ke Regime have the choice to join or not to join a union.

*D. Resolution procedures and corrective action*

- Kahnawà:ke will establish grievance resolution procedures, giving preference to mediation between the Parties and, when necessary, the application of arbitration mechanisms;
- Kahnawà:ke will define the mechanisms for the application of corrective action when irregularities in compliance with the rules of the Kahnawà:ke Regime are noted.

**Workforce mobility**

10. The Parties commit, following the signing of the present Agreement, to ensure that the Authority, working with Québec institutions, will facilitate the integration of those Kahnawà:ke workers and contractors wishing to enter into the construction industry outside the Territory, as governed by the Québec Regime, including obtaining a CCQ certification or RBQ license.

**Applicability**

11. Except as otherwise provided in the present Agreement or in complementary agreements, the present Agreement applies to workers and contractors working on the Territory.
12. Notwithstanding any contrary provision of the present Agreement, the following exceptions apply:

The provisions of the present Agreement dealing with workers' compensations for industrial accidents or occupational diseases do not apply to:

- a. persons subject to an interprovincial or international agreement concluded by the CSST or by Québec;
- b. persons subject to an agreement under sections 15 to 17 of the *Act respecting industrial accidents and occupational diseases* (A-3.001), unless a similar agreement has been reached by the Authority in charge of the Kahnawà:ke Regime, as will be explained below;
- c. any other person Québec may determine by regulation, with Kahnawà:ke's consent.

### **Liaison Committee**

13. The Parties acknowledge the need to cooperate and to coordinate their efforts and agree to continue the developmental work through the QKR central table, the Labour sectorial table and cooperative working groups, when deemed appropriate.
14. A Liaison Committee would be formed once the Authority is put in place with the mandate to ensure the implementation of the present Agreement and other complementary agreements, foster an exchange of information between the Parties and, when relevant, formulate opinions and recommendations.

In addition, the Liaison Committee has the mandate to continuously promote, ensure, and monitor the harmonious interaction between the two Regimes.

15. The Liaison Committee has the specific responsibility in the case of disputes to evaluate the situation and, if need be, propose to concerned authorities solutions for preserving the present Agreement and other complementary agreements, and continuing their implementation.
16. The composition of the Committee shall include representatives from the Parties, including representatives from Kahnawà:ke, the Authority, Québec and from organizations under the responsibility of the Ministre du Travail, and any other person deemed necessary.
17. The Authority shall provide to the Liaison Committee an annual report outlining progress and issues regarding the shared objectives of the present Agreement and complementary agreements.

### **Final provisions**

#### *Coming into force of various articles*

18. The provisions of the present Agreement dealing with the particular rules governing the Kateri Memorial Hospital construction and renovation work (contained here below in section 21) shall come into force once the present Agreement has been signed by the Parties.
19. The remaining provisions of the present Agreement requiring legislative changes will take effect once the legislative amendments enacted to implement the present Agreement are in force. Upon the coming into effect of the remaining provisions of the present Agreement the Former Agreements will be terminated.

#### *Implementation*

20. The Parties commit to work cooperatively and diligently to start implementing the present Agreement as soon as possible.

In this spirit, the Labour sectorial Table will produce a schedule for the implementation of the present Agreement as soon as possible after its signing. This schedule must specify, in writing, the date or dates of the stages of this implementation and provide for transitional measures pending the full implementation of the Kahnawà:ke Regime.

The Parties understand that some of the provisions of the present Agreement require legislative amendments in order to be properly

implemented. Québec commits to taking the necessary steps to implement the present Agreement, including the tabling of a bill to the National Assembly, within a reasonable timeline.

*Particular rules governing the Kateri Memorial Hospital construction and renovation work*

21. The Agreement for the financing of expansion and renovation of the Kateri Memorial Hospital Center Building concluded by the Parties in May 2009 is hereby modified pursuant to section 3 of the *Act to ratify various agreements concerning a hospital centre in the Kahnawake territory* (S.Q. 1984, chapter 13, as amended by S.Q. 2009, chapter 23) by adding, immediately after section 3, the following:

" 3.1 The following rules will apply to the expansion and renovation works that will be done in accordance with the present Agreement:

➤ *Certification of competency*

- Kahnawà:ke will certify Kahnawà:ke workers to standards similar to those of the CCQ's trade and occupation certification process;
- Kahnawà:ke will recognize workers' certification issued by the CCQ;
- Kahnawà:ke will carry out all inspection of workers' certification on the Territory;
- Kahnawà:ke will certify that the ability of Kahnawà:ke contractors is similar to the standards of the Québec's *Construction Code* and the *Safety Code* as defined by the Building Act (CQLR, chapter B-1.1);
- Kahnawà:ke will recognize the contractor's license issued by the RBQ;
- Kahnawà:ke will carry out all inspection of contractor's license or certification on the Territory;

➤ *Occupational Health and Safety.* The principal contractors chosen to carry out the work on the Hospital's construction site would develop a prevention program to be discussed by Kahnawà:ke and CSST representatives.

➤ *Unionization.* Kahnawà:ke workers have the choice to join or not to join a union."

**Various provisions**

*Evaluation*

22. Five years after the coming into force of this Agreement, the Parties shall review the implementation of the Agreement.

To this end, the Parties shall entrust a mandate to a committee to conduct a comprehensive assessment of the implementation of this Agreement. The Committee will present its analysis and, if appropriate, its recommendations in a written statement to both Parties report.

*Amendments*

23. The Parties may, upon mutual consent and in writing, amend the present Agreement. To be valid, amendments to the present Agreement must be made in writing and be signed by the Parties or their duly authorized representatives.

*Termination*

24. The present Agreement shall be terminated sixty days after one party or the other has sent a written notice of termination, unless the Parties come to an agreement on different provisions before the said term.

*Scope*

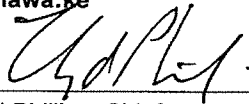
25. The present Agreement is not a treaty within the meaning of the Constitution Act, 1982 and must in no way be construed of having the effect of a repeal, waiver, negation or recognition of an aboriginal right, treaty right, or other right.


26. The Parties intend that the present Agreement be general in scope and that they wish, in the future, to address labour matters other than those specifically addressed by the present Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the Parties declare that they have read the present Agreement and signed as follows:

**For the Mohawk Council of  
Kahnawà:ke**

**For le Gouvernement du Québec**

  
Lloyd Phillips, Chief

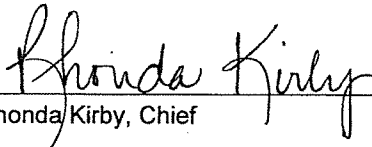
  
Sam Hamad, ministre du Travail

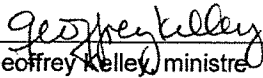
Kahnawake, Qc  
At

Quebec, Qc  
At

This 13 day of August in the  
year 2014;

This 8<sup>th</sup> day of September in the  
year 2014;

  
Rhonda Kirby, Chief

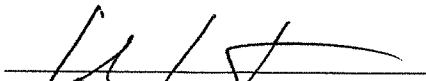
  
Geoffrey Kelley, ministre  
responsable des Affaires  
autochtones


Kahnawake, Qc  
At

Quebec, Qc  
At

This 13<sup>th</sup> day of August in the  
year 2014;

This 21<sup>st</sup> day of August in  
the year 2014;

  
Jean-Marc Fournier, ministre  
responsable des Affaires  
intergouvernementales canadiennes  
et de la Francophonie canadienne

  
At

This 15 day of April in the  
year 2014.